

Référendum

Un référendum permet aux décideurs politiques de demander l'avis des citoyen-ne-s sur une question particulière. Le-La citoyen-ne est amené-e à se prononcer pour ou contre une proposition. Soit un référendum est contraignant, soit il est utilisé pour sonder l'opinion publique.

Exemples de référendums :

Vote sur le Brexit



Référendum

Un référendum permet aux décideurs politiques de demander l'avis des citoyen-ne-s sur une question particulière. Le-La citoyen-ne est amené-e à se prononcer pour ou contre une proposition. Soit un référendum est contraignant, soit il est utilisé pour sonder l'opinion publique.

Exemples de référendums :

Vote sur le Brexit



Migration

Qu'est-ce qu'un plan de répartition ?

Un plan européen de répartition des réfugié-e-s a été discuté pour la première fois en 2015, alors que l'UE était confrontée à un afflux important de réfugié-e-s. Les réfugié-e-s arrivaient principalement dans les États membres du sud, tels que l'Italie et la Grèce. Conformément à la législation européenne, les pays dans lesquels les réfugié-e-s arrivent sont responsables de leur accueil. L'Italie et la Grèce ne pouvaient plus gérer l'afflux seules et ont demandé l'aide des autres États membres. La Commission européenne a élaboré un plan de répartition permettant l'accueil dans tous les États membres de l'UE en fonction de leur capacité. Le plan n'a pas été approuvé et n'a donc pas été appliqué. Pourtant, de nombreux pays et instances pensent toujours qu'un tel plan est une solution pour une politique d'asile et d'immigration humaine.



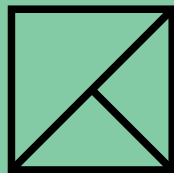
Migration

Qu'est-ce qu'un plan de répartition ?

Un plan européen de répartition des réfugié-e-s a été discuté pour la première fois en 2015, alors que l'UE était confrontée à un afflux important de réfugié-e-s. Les réfugié-e-s arrivaient principalement dans les États membres du sud, tels que l'Italie et la Grèce. Conformément à la législation européenne, les pays dans lesquels les réfugié-e-s arrivent sont responsables de leur accueil. L'Italie et la Grèce ne pouvaient plus gérer l'afflux seules et ont demandé l'aide des autres États membres. La Commission européenne a élaboré un plan de répartition permettant l'accueil dans tous les États membres de l'UE en fonction de leur capacité. Le plan n'a pas été approuvé et n'a donc pas été appliqué. Pourtant, de nombreux pays et instances pensent toujours qu'un tel plan est une solution pour une politique d'asile et d'immigration humaine.



Les citoyen·ne·s de l'UE
doivent pouvoir donner leur
avis par voie de référendum

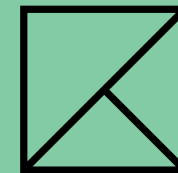


POUR

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Les citoyen·ne·s ont un droit de regard direct sur une décision politique.
- La décision finale bénéficie d'un plus grand soutien de l'opinion publique.
- En demandant plus souvent l'avis des citoyen·ne·s, on réduit le fossé entre les citoyen·ne·s et les politiques.

Les citoyen·ne·s de l'UE
doivent pouvoir donner leur
avis par voie de référendum



CONTRE

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Le référendum est contraire à la démocratie représentative. Les citoyen·ne·s élisent leurs représentant·e·s et n'ont pas besoin d'un vote supplémentaire.
- Un référendum ne laisse pas assez de place à la nuance. On ne peut être que pour ou contre.
- Les citoyen·ne·s n'ont pas suffisamment de connaissances pour se forger une opinion sur les différentes questions et se laissent influencer par les plus véhément·e·s.

Un plan de répartition
obligatoire est nécessaire
pour accueillir tou·te·s les
demandeur·se·s d'asile

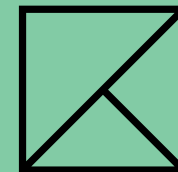


POUR

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- De cette manière, chaque État membre apporte sa contribution.
- L'accueil ne se concentre plus sur quelques pays.
- Une politique d'asile plus humaine est possible lorsque tout le monde fait des efforts.

Un plan de répartition
obligatoire est nécessaire
pour accueillir tou·te·s les
demandeur·se·s d'asile



CONTRE

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- L'Union européenne ne devrait pas obliger les États membres à adopter des politiques qu'ils ne soutiennent pas.
- Les demandeur·se·s d'asile n'ont plus le choix de leur destination.
- La politique d'asile a besoin d'autres priorités, comme le renforcement des contrôles aux frontières.

Énergie nucléaire en Europe

L'énergie nucléaire produit environ 26 % de l'électricité dans l'UE. En Belgique, elle représente un tiers de la production. Les centrales nucléaires sont controversées depuis les catastrophes de Tchernobyl en 1986 et de Fukushima en 2011. Dans les années 2000, la Belgique a décidé de sortir du nucléaire. Cependant, fermer des centrales nucléaires n'est pas simple, en raison des risques de pénuries d'énergie. En outre, la fermeture et le démantèlement de centrales nucléaires sont des processus longs et complexes. Tihange 2 est une centrale nucléaire belge qui a été mise à l'arrêt le 31/01/2023 et qui ne pourra être démantelée qu'en 2037. Une partie très limitée des déchets nucléaires restera radioactive pendant des millions d'années et doit être confinée en toute sécurité.



Énergie nucléaire en Europe

L'énergie nucléaire produit environ 26 % de l'électricité dans l'UE. En Belgique, elle représente un tiers de la production. Les centrales nucléaires sont controversées depuis les catastrophes de Tchernobyl en 1986 et de Fukushima en 2011. Dans les années 2000, la Belgique a décidé de sortir du nucléaire. Cependant, fermer des centrales nucléaires n'est pas simple, en raison des risques de pénuries d'énergie. En outre, la fermeture et le démantèlement de centrales nucléaires sont des processus longs et complexes. Tihange 2 est une centrale nucléaire belge qui a été mise à l'arrêt le 31/01/2023 et qui ne pourra être démantelée qu'en 2037. Une partie très limitée des déchets nucléaires restera radioactive pendant des millions d'années et doit être confinée en toute sécurité.



Valeurs européennes

Sanctions contre les États membres qui bafouent les valeurs de l'Union européenne

Les valeurs de l'Union européenne sont inscrites dans les traités de l'Union européenne. Cela implique que chaque État membre les respecte et les défende.

Ces valeurs sont :

- Dignité humaine
- Liberté
- Démocratie
- Égalité
- État de droit
- Droits de l'homme

Un État membre peut être condamné à une sanction financière par la Cour de justice dans le cadre de la procédure d'infraction. Depuis 2020, un État membre peut voir son budget être suspendu s'il ne respecte pas les valeurs européennes.



Valeurs européennes

Sanctions contre les États membres qui bafouent les valeurs de l'Union européenne

Les valeurs de l'Union européenne sont inscrites dans les traités de l'Union européenne. Cela implique que chaque État membre les respecte et les défende.

Ces valeurs sont :

- Dignité humaine
- Liberté
- Démocratie
- Égalité
- État de droit
- Droits de l'homme

Un État membre peut être condamné à une sanction financière par la Cour de justice dans le cadre de la procédure d'infraction. Depuis 2020, un État membre peut voir son budget être suspendu s'il ne respecte pas les valeurs européennes.



L'énergie nucléaire est la meilleure solution pour produire une énergie neutre en carbone

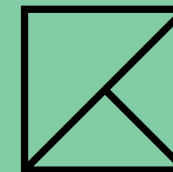


POUR

*Réfléchis d'abord seul-e et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Une centrale nucléaire ne rejette pas de CO₂. C'est donc la meilleure solution pour produire de l'énergie d'une façon respectueuse de l'environnement.
- Une centrale nucléaire peut produire beaucoup d'énergie et prend peu de place.
- C'est un moyen relativement bon marché de produire de l'énergie.

L'énergie nucléaire est la meilleure solution pour produire une énergie neutre en carbone



CONTRE

*Réfléchis d'abord seul-e et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- L'énergie nucléaire produit des matières radioactives. Ces déchets restent dangereux pendant des milliers d'années. On n'a pas encore trouvé de solution adéquate pour traiter les déchets nucléaires.
- Une catastrophe nucléaire est désastreuse pour l'homme et l'environnement. Pensez à Tchernobyl et à Fukushima.
- La construction et la démolition d'une centrale nucléaire sont très coûteuses et prennent beaucoup de temps.

Des sanctions plus sévères doivent être prononcées à l'encontre des États membres qui bafouent les valeurs de l'Union européenne



POUR

*Réfléchis d'abord seul-e et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Les valeurs de l'UE sont conformes aux droits de l'homme. Ceux-ci doivent toujours être respectés.
- Les États membres qui bafouent ces valeurs devraient faire l'objet de sanctions financières sévères.
- En devenant membre de l'UE, un État accepte tous les traités et doit donc les respecter.

Des sanctions plus sévères doivent être prononcées à l'encontre des États membres qui bafouent les valeurs de l'Union européenne



CONTRE

*Réfléchis d'abord seul-e et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- L'Union européenne doit accepter les décisions des cheffe-s de gouvernement, même si elles vont à l'encontre de ses valeurs. Après tout, ils-elles sont démocratiquement élu-e-s.
- Les sanctions financières ne touchent pas les cheffe-s de gouvernement, mais les citoyen-ne-s.
- L'Union européenne ne doit pas s'immiscer dans les choix politiques nationaux.

Nous avons besoin d'une armée européenne

La sécurité nationale est une compétence exclusive des États membres. Cependant, les États membres collaborent à plusieurs niveaux :

- L'Agence européenne de défense est dirigée par le Haut représentant de l'UE. Cette agence aide les États membres à développer leurs capacités militaires.
- Il existe des missions militaires sous pavillon européen dans le cadre desquelles des troupes de différents États membres collaborent au maintien de la paix et au déploiement de l'aide humanitaire.
- Les armées des États membres coopèrent également, parfois avec des partenaires de l'OTAN, au sein de groupements tactiques de l'UE. Les pays participants se mettent d'accord sur le choix du commandant.



Nous avons besoin d'une armée européenne

La sécurité nationale est une compétence exclusive des États membres. Cependant, les États membres collaborent à plusieurs niveaux :

- L'Agence européenne de défense est dirigée par le Haut représentant de l'UE. Cette agence aide les États membres à développer leurs capacités militaires.
- Il existe des missions militaires sous pavillon européen dans le cadre desquelles des troupes de différents États membres collaborent au maintien de la paix et au déploiement de l'aide humanitaire.
- Les armées des États membres coopèrent également, parfois avec des partenaires de l'OTAN, au sein de groupements tactiques de l'UE. Les pays participants se mettent d'accord sur le choix du commandant.



Élections européennes

Le Parlement européen compte 705 député-e-s qui sont élu-e-s au suffrage direct tous les cinq ans. On ne peut voter que pour les député-e-s de son pays. Pour renforcer le sentiment de citoyenneté européenne, il est régulièrement proposé de rendre les député-e-s éligibles dans toute l'Union européenne. Cela peut être organisé de différentes manières, mais le concept est toujours le même : l'idée est de pouvoir voter pour des candidat-e-s parlementaires de toute l'Union européenne et, par conséquent, les député-e-s devraient défendre les citoyen-ne-s de l'ensemble de l'Union européenne et non pas seulement leurs électeur-ric-e-s nationaux-ales.

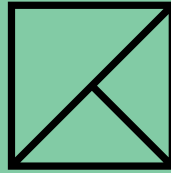


Élections européennes

Le Parlement européen compte 705 député-e-s qui sont élu-e-s au suffrage direct tous les cinq ans. On ne peut voter que pour les député-e-s de son pays. Pour renforcer le sentiment de citoyenneté européenne, il est régulièrement proposé de rendre les député-e-s éligibles dans toute l'Union européenne. Cela peut être organisé de différentes manières, mais le concept est toujours le même : l'idée est de pouvoir voter pour des candidat-e-s parlementaires de toute l'Union européenne et, par conséquent, les député-e-s devraient défendre les citoyen-ne-s de l'ensemble de l'Union européenne et non pas seulement leurs électeur-ric-e-s nationaux-ales.



Nous avons besoin d'une armée européenne



POUR

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- L'Union européenne est plus forte sur la scène internationale si elle peut également disposer d'une force militaire.
- La mise en commun des ressources de défense permet une réponse plus efficace.
- L'Union européenne serait ainsi moins dépendante des États-Unis d'Amérique en matière de politique de sécurité.

Nous avons besoin d'une armée européenne

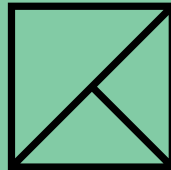


CONTRE

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Le processus décisionnel de l'UE n'est pas encore prêt à commander une armée unique.
- Un État membre devrait toujours pouvoir décider de manière autonome de participer ou non à une mission (de guerre).
- L'UE est représentée au sein de l'OTAN, nous n'avons donc pas besoin d'une armée européenne.

Nous avons besoin d'une liste électorale européenne



Listes transnationales présentant les candidat-e-s aux élections dans chaque État membre.

POUR

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Les député-e-s européen-ne-s sont de plus en plus connu-e-s et reconnu-e-s des citoyen-ne-s.
- Une liste électorale européenne peut renforcer l'implication au sein de l'Union européenne.
- De cette façon, les député-e-s européen-ne-s seraient donc contraint-e-s de défendre les intérêts des électeur-ric-e-s de tous les États membres.

Nous avons besoin d'une liste électorale européenne



Listes transnationales présentant les candidat-e-s aux élections dans chaque État membre.

CONTRE

*Réfléchis d'abord seule et cherche des arguments.
Tu pourras ensuite t'inspirer des arguments ci-dessous.*

- Les candidat-e-s transnationaux-ales menacent les ratios entre les États membres au sein du Parlement.
- Les candidat-e-s disposant de plus de moyens sont mieux à même de faire campagne dans tous les États membres.
- Les citoyen-ne-s ne connaissent pas leurs député-e-s nationaux-ales, pourquoi se donneraient-ils-elles la peine de connaître les candidat-e-s député-e-s européen-ne-s.